



RÉUNION ANNUELLE 2017 À REYKJAVIK / 7 - 9 JUIN
“Notre Patrimoine Commun – Une Responsabilité Partagée”

ISLANDE

SYNTHÈSE

En 2017, la 12^e Réunion Annuelle de l'EHHF a eu lieu à Reykjavik – Islande, du Mercredi 7 au Vendredi 9 Juin. Elle a rassemblé 46 participants, dont six intervenants issus d'organisations internationales (Conseil de l'Europe, Commission Européenne, ICCROM, Europa Nostra, Conseil Européen d'Archéologie et Gaia Heritage) et trois invités islandais (Université d'Islande, ICOMOS Islande, ainsi qu'une archéologue indépendante). 23 pays étaient représentés au total. Le forum a été inauguré avec une visite guidée de Harpa, suivi d'une réception informelle le mercredi soir.

Hôte: Agence Islandaise du Patrimoine Culturel

Lieu: Harpa, Centre de Conférence de Reykjavik

* * *

Les documents relatifs à la réunion (liste des participants, powerpoints et présentations) sont disponibles sur le [site web de l'EHHF](#) et peuvent être demandés auprès du Secrétariat Permanent, qui demeure bien sûr à votre entière disposition.

Contact: secretariat@ehhf.eu

Kristín Huld Sigurðardóttir (Directrice Générale, Agence Islandaise du Patrimoine Culturel) accueille tout d'abord ses invités en rappelant l'importance du patrimoine culturel dans notre société. Elle remercia ensuite l'ensemble des participants, les Heads, les délégués et représentants du patrimoine européen d'être venu jusqu'en Islande pour contribuer à cet unique échange d'expériences.

Le Ministre Islandais de l'Education, de la Science et de la Culture, Mr. Kristján Þór Júlíusson, inaugura ensuite la réunion annuelle. Il rappela « combien le patrimoine culturel définit qui nous sommes, comment il préserve notre identité et notre humanité face aux menaces internationales et aux discours nationalistes ». En citant Antoine de St Exupéry, il attira l'attention des participants sur les valeurs, les croyances, les coutumes et les savoirs qui « s'accumulent lentement au fil des siècles » et sur lesquels repose la civilisation. Le Ministre a également mis en valeur les opportunités et les synergies qui seront bientôt créées grâce aux conventions européennes, comme notamment la convention de Faro, et les événements liés comme [l'Année Européenne du Patrimoine Culturel \(2018\)](#). Il conclut en remerciant l'assemblée pour son profond investissement dans la préservation de notre patrimoine commun et, par voie de conséquence, dans l'amélioration de la qualité de vie des citoyens européens.

Lars Amréus (Directeur Général, Conseil Suédois du Patrimoine National) pris ensuite la parole pour modérer le premier jour du forum. Il remercia tout d'abord la Directrice Générale Sigurðardóttir de l'avoir invité à animer un débat si intéressant, précisant combien il était « ravi de revoir tout le monde rassemblé au sein d'Harpa ». Avant de présenter le premier intervenant, M. Amréus insista sur le fait qu'au sein d'une société européenne changeante, il est important que tous les citoyens puissent s'identifier à un patrimoine culturel diversifié, peu importe leurs origines et leurs expériences, qu'ils puissent explorer la multitude d'histoires et d'identités qui ont donné sa forme actuelle à l'Europe. Il souligna également, en tant qu'employés du service public, la responsabilité que chacun partage pour s'assurer que la gestion du patrimoine culturel prenne en compte et supporte une société ouverte et inclusive. Que le management du patrimoine culturel soit considéré comme un enjeu inter-sectoriel est crucial. Il doit être mené de front par une large variété d'acteurs et de compétences. 'De nouvelles idées, de nouvelles collaborations et de nouveaux réseaux peuvent émerger de cette réunion, qui rassemble les agences historiques du patrimoine culturel et des autorités venues d'autres champs politiques' ».

PRÉSENTATIONS PARTIE I – La Contribution du Patrimoine Culturel à la Société

M. Georges Zouain, fondateur de [Gaia Heritage](#), était invité par l'Agence Islandaise du Patrimoine Culturel à ouvrir cette session avec une présentation intitulée « La Contribution du Patrimoine Culturel à la Société ». En premier lieu, M. Zouain souleva quelques questions, avec pour objectif avoué de questionner la pertinence du processus de classement et de remettre en question la validité de la contribution du patrimoine à la société. Ce faisant, il a soulevé les questions suivantes et a tenté d'y apporter des éléments de réponses : Comment et quand la

protection du patrimoine culturel est-elle éthique ? Pour qui protégeons-nous le patrimoine ? Le patrimoine culturel est-il un bien public ou sa préservation est-elle financée publiquement pour son « mérite » (*merit good*), sachant qu'il n'est pas un bien social au même titre que la santé, la sécurité ou la justice ? A quel point le modèle de protection du patrimoine culturel est-il juste alors que la liste des biens protégés ne cesse d'augmenter. M. Zouain essaya de passer la contribution du patrimoine culturel au test de l'éthique et de l'économie.

Analysant les aspects éthiques du classement du patrimoine culturel, M. Zouain a rappelé les écrits d'Aristote, notamment dans son « Ethique à Nicomaque », rappelant que le classement d'un bien culturel relève de plusieurs individus ayant des fonctions et des intérêts souvent divergeants. Si d'un point de vue scientifique un bien peut mériter le classement, il se pourrait fort bien que pour des raisons de bien à la société, le politique) le décideur suprême – choisisse de rejeter le classement. Qui a raison et quel choix est le meilleur pour la société ? La contribution du patrimoine culturel concerne ainsi une multiplicité d'acteurs qui bénéficient plus ou moins directement de l'existence et des usages faits du patrimoine culturel. Celui-ci devient une véritable industrie qui produirait beaucoup en termes économiques, mais dont les outils paraissent parfois obsolètes et les données inexistantes.

M. Zouain souleva également la question des valeurs et plus particulièrement à travers la dimension sociale du patrimoine, notamment dans le cadre d'un Etat-Providence (Welfare State). Toutefois et tant que le manque de données et de recherche ne permet pas de définir clairement la contribution effective du patrimoine culturel à la société, le financement public à son égard demeurera inconcevable aux yeux des économistes libéraux. Selon le fondateur de Gaia Heritage, il y a un besoin grandissant de s'assurer que les décisions sont prises par les bonnes personnes et, dans notre situation, cela implique une nécessité de trouver des solutions alternatives et des approches « intégrées » (*integrated approaches*). Nous ne pouvons pas ajouter quelque chose à la liste des monuments protégés selon le bon vouloir du développement strictement touristique. Nous ne pouvons pas déterminer la valeur économique du patrimoine culturel sans prendre en considération ni protéger sa valeur intrinsèque. Malheureusement, ces valeurs initiales sont souvent sous-estimées par rapport aux valeurs d'usage ou au potentiel économique. Pour conclure, M. Zouain questionna la durabilité de l'approche actuelle en termes de gestion du patrimoine culturel, notamment au regard d'un Etat-Providence, des restrictions et contraintes de plus en plus grandes sur les financements publics et de l'augmentation des sites protégés. Bien qu'il n'ait pas souhaité exprimer des propos trop pessimistes, il rappela à l'assemblée de demeurer prudente avec la définition-même de ce qu'est le patrimoine culturel, qui devient de plus en plus un « fourre-tout ».

PRÉSENTATIONS PARTIE II – Société en transition

“La question n'est plus de savoir si le patrimoine culturel contribue à la société, mais comment.”

Lars Amréus

- Dr. Pavol Ižvolt, coordinateur scientifique pour le Conseil des Monuments de la République Slovaque, introduisit cette nouvelle session avec une présentation intitulée « Le Patrimoine Culturel en période de Transition ? Expériences en Slovaquie ». Dr. Ižvolt resitua d'abord en quelques mots l'histoire de son pays, au cœur d'une région qui a dû faire face à

beaucoup de bouleversements sociétaux au cours du XXe siècle. La transition fut rapide après la chute de l'URSS, avec beaucoup de patrimoine en zone rurale. De nombreux sites et monuments avaient été abandonnés ou reconvertis selon les besoins en infrastructures. Le patrimoine juif est d'ailleurs un exemple particulièrement distinct, les synagogues ayant été transformées en cinémas, etc. La Slovaquie a donc décidé de mettre en œuvre une approche intégrée pour la restauration de ses monuments, basée sur des comparaisons de modèles, des études de cas et prenant en compte toutes les parties prenantes. L'objectif était de définir des systèmes pouvant assurer un impact positif sur la société. Deux modèles innovants ont ainsi émergés, le premier étant un exemple unique faisant appel aux personnes sans-emplois pour la restauration et la conservation de châteaux en ruines. Ce modèle est basé sur la collaboration entre l'Union Européenne, des ONGs et les ministères slovaques compétents. Le second modèle, appelé [Pro Monumenta](#), se concentre sur la création de systèmes de maintenance pour la conservation, sur des diagnostics techniques et enfin sur la surveillance du patrimoine bâti, en étroite collaboration avec les propriétaires et les gérants. Pro Monumenta est inspiré du modèle Néerlandais de maintenance préventive intitulé [Monumentenwacht](#). Dans sa première phase, le projet a été supporté par [EEA](#), en partenariat avec la Direction du Patrimoine Culturel Norvégien.

- Ma. Sólrún Inga Traustadóttir, archéologue indépendante en Islande, a poursuivi avec son exposé intitulé « Communiquer sur l'archéologie – A la recherche de la bonne plateforme », qui présentait les résultats d'un projet qu'elle a mené à destination des écoles et des jeunes générations pour découvrir l'archéologie en Islande. Les humbles maisons en tourbe étant considérées comme « un signe de pauvreté, de barbarie et d'arriération », une majorité de la population semble sous-estimer l'importance de cette discipline dans le pays. Des projets éducatifs ont ainsi été initiés à l'école, avec l'aide de nombreuses institutions à la fois privées et publiques et en partenariat avec le [Musée de la Ville de Reykjavik](#), ainsi que d'autres municipalités. L'objectif indéniable de cette campagne a bien été d'éveiller la conscience et d'informer enfin le public à travers des ateliers, des classes de fouille et un processus détaillé prenant pour principes la participation, la découverte, le catalogage, l'interprétation et la présentation.

- Dr. Hulda Þórisdóttir, Professeure Associée à l'Université d'Islande, a ensuite présenté les résultats d'études ayant été menées en psychologie sociale et présentées sous le titre « Pourquoi il ne suffit pas de dire que c'est important ? Changements d'attitudes et de comportements ». En questionnant le rôle des attitudes dans la détermination des comportements, Dr. Þórisdóttir a su mettre en évidence certaines approximations communicationnelles pouvant mener à l'incompréhension. Elle rappela notamment la capacité des normes sociales à « riposter » si l'on ne prend pas suffisamment garde à la manière dont elles sont employées. Un individu serait ainsi plus à même d'imiter ce que tout le monde a l'habitude de faire, même si une interdiction lui est stipulée. Communiquer à propos du patrimoine ou de l'archéologie doit être fait avec précaution et en pleine conscience de sa capacité à convaincre : « La manière dont on persuade dépend de l'intérêt des autres ». Dr. Þórisdóttir conclut sa présentation en présentant le concept de "nudging" (utiliser les sciences du comportement pour inciter les gens à agir en fonction de leur propre intérêt, en rendant cela facile, attractif, social et opportun). En guise d'exemple, elle présente l'idée d'une ligne au sol qui incite les gens à prendre l'escalier au lieu de l'ascenseur. Une source d'inspiration pour les campagnes de communication ayant trait au patrimoine et à sa préservation.

- M. Eladio Fernandez-Galiano, Directeur du Département Culture, Nature et Patrimoine du [Conseil de l'Europe](#), ouvrit cette session dédiée aux organisations internationales. Il exprima tout d'abord le souhait de faire preuve d'un peu plus d'optimisme dans ce débat en rappelant la « popularité » du patrimoine culturel depuis quelques années, un sujet éminemment valorisé par le public et véritablement considéré par l'Union Européenne comme un support important au développement durable de notre société. Les conventions sur le patrimoine culturel, comme la [Stratégie XXI](#), participeront à rassembler les bonnes volontés parmi l'ensemble des pays-membres. M. Eladio Fernandez-Galiano mentionna également le lien existant entre le changement climatique et la protection du patrimoine culturel, bon nombre de sites et de monuments étant aujourd'hui mis en danger par les bouleversements à venir. Il annonça notamment la tenue rapide d'une réunion sur le sujet, pour la prise en compte des changements climatiques dans les stratégies de transition.

- Mme. Erminia Sciacchitano, membre de la Direction pour l'Education et la Culture de la [Commission Européenne](#), introduisit sa présentation en invitant à célébrer l'entrée en vigueur, le 9 Juin, de la base légale de l'Année Européenne du Patrimoine Culturel 2018. Le Patrimoine Culturel est également considéré comme l'un des trois piliers de la nouvelle stratégie de relations extérieures de l'UE. Des projets transnationaux supportés par [Creative Europe](#) et d'autres programmes de l'UE, de nombreux événements et une large campagne de communication (#EuropeForCulture) sont d'ores-et-déjà mis en œuvre pour encourager le partage et l'appréciation du patrimoine Européen, pour éveiller la conscience d'une histoire et de valeurs communes et renforcer le sentiment d'appartenance à un espace commun. « Le message clé de la Commission est que le patrimoine culturel n'est pas seulement un héritage du passé, c'est aussi une ressource pour l'avenir ». Mme. Sciacchitano a également rappelé que l'organisation au niveau national serait coordonnée par des responsables nationaux. La première réunion a eu lieu le 25 Avril. Au niveau Européen, l'année sera une initiative commune de l'ensemble des institutions de l'UE (toutes les Directions Générales de la Commission, coordonnées par la DG Education et Culture, le Parlement Européen, le Conseil de l'UE et le Comité des Régions), supportée par le rôle de nombreuses parties prenantes (Creative Europe, représentations de la Commission et du Parlement Européens). Un comité a été créé avec 35 organisations représentatives issues de la société civile, des professionnels du secteur et de diverses parties prenantes. Pour plus d'informations, contacter EAC-EYCH2018@ec.europa.eu.

- La Secrétaire Générale d'[Europa Nostra](#), Snenska Quaedvlieg-Mihailovic, a ensuite introduit les dernières évolutions concernant la bien-connue « voix de la société civile », avec un point d'honneur sur le dernier symposium (Turku, Finland – May 2017). Les activités d'Europa Nostra concernant l'Année Européenne du Patrimoine Culturel (EYCH) ont également été présentées, notamment l'édition spéciale du Prix Européen du Patrimoine Culturel / Europa Nostra Awards 2018. Les membres du jury ont prévenu qu'ils prêteraient une attention particulière aux projets présentant une dimension européenne (voir l'appel à candidature, ouvert jusqu'au 1^{er} Octobre 2017). Mme. Quaedvlieg-Mihailovic a également invité les Heads et autres représentants au Sommet pour le Patrimoine Européen qui aura lieu à Berlin en 2018. Ayant conduit plusieurs réunions préparatoires en compagnie des hôtes du Sommet et ses partenaires

clés, la Secrétaire Générale d'Europa Nostra a rappelé l'importance d'une telle collaboration entre les organisations de la société civile et les institutions publiques pour la réussite de l'Année Européenne. Elle souligna enfin le rôle de la diplomatie culturelle et le besoin d'utiliser celle-ci comme un moyen puissant de créer un véritable ordre du jour pour le patrimoine culturel européen.

- Stefano de Caro, Directeur Général de l'[ICCROM](#), et Barney Sloane, Vice-Président du [Conseil Européen d'Archéologie](#) (EAC), conclurent cette session en présentant les dernières conclusions et les priorités identifiées par leurs organisations respectives. M. Sloane a ainsi profité de cette opportunité pour annoncer le prochain symposium de l'EAC, qui aura lieu en Bulgarie en 2018, après que se soit tenue la dernière réunion à Athènes, en Mars 2017. Il présenta également certaines des conclusions d'Athènes et invita l'assemblée à visiter le site internet de l'EAC. Il insista finalement sur l'importance des cadres nationaux de recherche et sur l'intérêt qu'ils constituent pour les gestionnaires et managers de projets liés à l'archéologie. Le Directeur Général Stefano de Caro souligna quant à lui la nécessité d'une meilleure coopération entre les pays et le rôle que le digital pouvait jouer dans de tels projets. L'échange d'information au sein du secteur du patrimoine culturel doit être amélioré et les nouvelles technologies semblent être capables d'apporter des réponses à ce défi, à la condition que les acteurs en expriment la volonté.

Enfin, une conclusion plus large fut exprimée concernant l'EYCH 2018 et la nécessité d'une approche à la fois trans-sectorielle et trans-nationale. Il fut rappelé que l'EYCH et le Sommet de Berlin (2018) s'adressaient à tout le monde, public et privé, avec pour objectif annoncé de construire toujours plus de ponts entre les peuples et les initiatives à travers l'Europe.

DISCUSSIONS DE GROUPE – Conclusions des Modérateurs

1. Préservation et recherche sous la pression du développement

Modérateur : Irene Hadjisavva (Chypre)

« Nous vivons dans un contexte où les politiciens, les promoteurs et les architectes semblent parfois être plus sensibles aux besoins des investisseurs qu'aux valeurs du patrimoine. Plus que jamais, nous avons besoin d'un dialogue constructif entre les professionnels du patrimoine, les autorités en matière de développement et bien sûr les politiciens. Afin d'engager ce dialogue que chacun espère fructueux, il est important que les agences dédiées au patrimoine apprennent le langage des autres acteurs et élargissent leurs champs d'expertise à de nouvelles compétences. Un autre aspect important est le temps. Ce précieux atout est négociable. Comment ? Il a différentes valeurs pour les promoteurs ou les technocrates. Pour les premiers, il signifie pertes de profit et pièges à capitaux. Pour les autres, il est une marchandise. Nous pourrions ainsi négocier pour obtenir une valeur proche de l'équilibre entre profits, valeurs patrimoniales et justice sociale. Le dialogue s'articulerait ainsi entre recherche, éducation, législation et régulations, compétences interpersonnelles, acquisition de nouvelles compétences et, pourquoi pas, 'nudging' ! »

2. Atteindre le public

Modérateur : Duncan Wilson (UK - Angleterre)

« Le patrimoine, c'est les gens. Il est désormais nécessaire de mieux écouter le public, de mieux comprendre ce qu'il pense. Nous avons besoin de combler le vide et de créer des passerelles. Atteindre des individus issus de divers héritages culturels serait d'une grande aide dans un tel processus. Les impliquer en créant les connections nécessaires entre le patrimoine et leur quotidien, passer par le bénévolat quand cela est possible, investir dans l'éducation pour atteindre les jeunes générations, voici les clés d'un nouveau dialogue qui pourrait s'émanciper des groupes d'experts généralement consultés. L'objectif n'est plus seulement de présenter des faits, mais bien les histoires qui s'y cachent. Des histoires venues de différentes cultures, intégrées dans l'histoire de diverses régions du monde, pour amorcer la discussion avec les populations et leurs communautés. »

3. Année Européenne du Patrimoine Culturel 2018

Modérateur : Uwe Koch (Allemagne)

« L'EYCH est une opportunité très importante pour permettre à la population de conscientiser les liens entre les différentes cultures. C'est également un point de départ pour se concentrer sur le rôle du patrimoine culturel dans les politiques de l'Union Européenne. Les initiatives trans-nationales doivent ainsi être mises en avant. Outre les actions nationales, nous avons besoin de trans-national, de trans-frontalier et de nouveaux formats européens pour rendre plus visible ce que nous partageons via le patrimoine culturel. Une consultation ascendante devrait également être valorisée via des *brainstormings*, en usant de *storytelling* (notamment sur internet et les réseaux sociaux), ou en créant des connections avec la vie quotidienne (la gastronomie est un bon exemple pour cela). Pour toutes ces raisons, l'EYCH est une formidable opportunité pour adresser un message fort. L'EHHF devrait ainsi se servir de l'année à venir pour célébrer la diversité du patrimoine culturel européen et confirmer son importance pour la société. »

Vendredi 9 Juin 2017

SESSION PLÉNIÈRE

La session plénière annuelle de l'EHHF débuta par les rapports des deux comités en exercice : le *European Heritage Legal Forum* (EHLF, Forum sur la Législation du Patrimoine Européen) et le Groupe de Travail sur l'Economie de l'EHHF (*Economic Task Force*). Plus d'informations sont disponibles dans le Rapport Annuel de l'EHHF 2016 ou sur le [site internet](#).

Wolfgang Karl Göhner (Allemagne, délégué), président de l'EHLF, constata en premier lieu les changements incessants qui bouleversent le travail des professionnels du patrimoine. Il mit également en évidence le fait que pour l'instant, aucune menace constituée par un acte législatif n'avait émergé au niveau européen pour la période en cours. L'EHLF traverse ainsi une période d'attente, caractérisée par de la documentation et des mises à jour. M. Göhner attira également l'attention de l'assemblée sur une évolution possible du rôle du comité. Doit-il rester un 'chien de

garde' ? L'Année Européenne du Patrimoine Culturel (EYCH 2018) pourrait être, selon lui, une très bonne occasion d'initier une comparaison des législations mises en œuvres au sein de la communauté européenne par le passé, afin de constater leurs évolutions et la manière dont les décisions ont été prise. Cette idée fut bien accueillie par les Heads.

Terje Nypan (Norvège, délégué), président du Groupe de Travail sur l'Economie, commença par présenter l'activité du comité pour la dernière période. Le Groupe de Travail s'est réuni à deux reprises depuis le dernier forum, adressant par deux fois leur candidature pour une analyse ciblée [ESPON](#), qui fut finalement acceptée en Mars 2017 sous le titre : « Le Patrimoine Culturel Matériel en tant que ressource pour un développement stratégique du territoire : cartographie de ses impacts à travers un ensemble commun d'indicateurs socio-économiques européens ». Ce [projet](#) a pour objectif de rechercher des statistiques à la fois théoriques et opérationnelles afin de collecter systématiquement les données concernant le patrimoine, basées sur les mises à jour annuelles des statistiques officielles de chaque pays. M. Nypan fit également état des participations inégales parmi les membres et au sein du Groupe de Travail. Enfin, Sonja Vanblaere (Directrice de l'Agence du Patrimoine Flamand, Belgique) remercia chaleureusement M. Nypan pour son importante contribution dans le développement du Groupe de Travail. La présidence du comité sera désormais assurée par Mme. Christine Vanhoutte (Flandres – Belgique, délégué). M. Nypan conservera quant à lui la gestion du dossier ESPON.

NOUVELLES DES HEADS

- Cees Van 't Veen (Pays-Bas) ouvrit la session dédiée aux Nouvelles des *Heads* avec une présentation sur les différents types de partenariats public-privé-civique et le processus de re-développement (*re-use* et *re-design*), aux Pays-Bas. Il mit tout d'abord en exergue les défis auquel chacun peut être confronté de nos jours, comme par exemple l'attractivité d'une ville comme Amsterdam, visitée cette année par plus de six millions de personnes ; ou encore la reconversion du patrimoine bâti et l'implication de divers types d'acteurs dans un tel processus. Comme la visionnaire urbaine Jane Jacobs avait l'habitude de le souligner au début des années soixante : « Les bâtiments ne font pas les villes, les gens oui », ou encore « Les nouvelles idées naissent dans les vieilles bâtisses ». M. Van 't Veen recommanda également à son sujet le documentaire « Citizen Jane : Battle for the City ». Lorsqu'il est question de gestion de patrimoine et de perspectives d'adaptation/reconversion, les néerlandais considèrent donc une approche dite « intégrée » comme la clé. Cela signifie une étroite collaboration entre les parties prenantes publiques et privées, mais également un haut niveau de concertation et d'implication civique. L'approche néerlandaise (*Dutch Approach*) s'articule donc autour de trois dimensions : 1. Le processus de transformation, une combinaison de préservation culturelle et de créativité qui déboucherait sur le concept d'une nouvelle culture est souvent ce qui réussit le mieux ; 2. L'émancipation de la société civile ; 3. Une recherche de formes alternatives de financement. Enfin, M. Van 't Veen invita l'ensemble des Heads à découvrir une publication intitulée « Reuse, Redvelop and Design. How the Dutch deal with Heritage ? » (Ré-utilisation, re-développement et design. Comment les néerlandais gèrent-ils le patrimoine ?), avant d'annoncer que l'Islande serait

la dernière réunion annuelle de l'EHHF à laquelle il assisterait en tant que Directeur de l'Agence Néerlandaise du Patrimoine Culturel.

Toute l'assemblée remercia chaleureusement M. Van 't Veen pour l'intérêt de sa présentation, mais également pour l'inspiration que son travail a représenté pour chacun durant les neuf dernières années. Une volonté d'approfondir la question de la reconversion du patrimoine bâti et l'implication de la société civile dans un tel processus a été exprimée par une majorité des Heads.

- Joern Holme (Norvège) a ensuite fait état du soutien de la Norvège en termes d'entreprenariat, de patrimoine et de coopération à travers le programme [EEA Grants](#). Il rappela à chacun les projets en cours et les valeurs partagées qui les unissent aux pays concernés, comme notamment la Slovaquie (cf. présentation de M. Pavol Ižvolt). M. Holme profita également de cette opportunité pour annoncer la candidature de la Norvège au [Comité du Patrimoine Mondial de l'UNESCO](#) pour la période 2017-2021, avec un point d'honneur sur les approches dites intégrées et la gestion des conflits et désastres, afin de caractériser de manière toujours plus constructive le processus de nomination des sites listés.

- Lars Amréus (Suède) présenta quant à lui les nouvelles responsabilités incombant au Conseil National du Patrimoine au regard de l'introduction en Suède de la toute première directive gouvernementale spécifiquement dédiée au patrimoine culturel. La directive stipule en effet de nouvelles responsabilités, un champ d'action élargi et un budget amplifié. Ces responsabilités s'étendent notamment à l'ensemble des musées suédois, mais également à la coordination de la digitalisation en matière de préservation et de communication et ce dans l'entièreté du secteur (archives, musées, bibliothèques, etc.). M. Amréus conclut en insistant sur les aspects internationaux qui découlent de ces nouvelles responsabilités, et notamment sur les connexions et les coopérations à développer avec d'autres pays.

- Oliver Martin (Suisse) annonça ensuite la tenue à Davos au mois de Janvier 2018 (du 20 au 22, juste avant la réunion annuelle du Forum Economique Mondial) d'une conférence ministérielle traitant de la « culture du bâti ». Cette conférence proposera de renforcer et d'apprécier le concept de « culture du bâti » dans une vision élargie, afin d'éviter la distinction patrimoniale systématique et de comprendre ce qui est bâti comme un tout, jouant un rôle important dans notre environnement quotidien. Un lien serait ensuite fait avec le Forum Economique Mondial, qui offrirait ainsi la possibilité de poursuivre et d'approfondir le débat autour de cette approche culturelle. Les invitations officielles seront envoyées via les ambassades en Juin 2017 et selon les chemins diplomatiques habituels. Le site web de la conférence est le suivant : www.davosdeclaration2018.ch.

- Enfin, Siim Raie (Estonie) rappela aux participants que l'Estonie s'apprêtait à reprendre la Présidence du Conseil de l'Europe pour la seconde moitié de 2017. Il annonça à cette occasion une réunion dédiée au patrimoine et qui consacrerait notamment un chapitre important à la digitalisation. En outre, son administration se préparant à la mise en place d'un nouvel Acte pour la défense du patrimoine en Estonie, M. Raie a ainsi invité ses homologues à partager leurs expériences et leurs conseils. Il annonça enfin la refonte à venir du Registre Estonien des Monuments Nationaux.

13^{eme} REUNION ANNUELLE DE L'EHHF AU LUXEMBOURG, 16-18 MAI 2018

La Directrice Générale Kristín Huld Sigurðardóttir, l'Agence Islandaise du Patrimoine Culturel et le Secrétariat Permanent de l'EHHF ont été remerciés pour l'organisation de la 12^e réunion annuelle de l'EHHF, qui fit preuve de « beaucoup de générosité et d'humanité », comme le déclara l'organisateur de la prochaine édition, Mr. Patrick Sanavia (Luxembourg). M. Sanavia remercia également la Suisse et M. Oliver Martin pour leur contribution au sein de la Troika pendant les trois dernières années, avant d'annoncer les dates pour la prochaine réunion annuelle qui aura lieu au Luxembourg, du 16 au 18 Mai 2018. « C'est un honneur de vous accueillir dans notre petit pays au centre de l'Europe ».

Enfin, le nouveau membre de la Troika a été présenté à l'assemblée. En 2019, le pays d'accueil de la 14^e édition du Forum sera la Suède, sous la direction de M. Lars Amréus. D'ici Mai 2018, la Troika sera donc composée de l'Islande, du Luxembourg et de la Suède.

EUROPEAN
HERITAGE
HEADS
FORUM

Secrétariat Permanent

Cyril Meniolle de Cizancourt

Tel: +32 2 204 19 63

Mob: +32 4 87 84 23 77

secretariat@ehhf.eu

www.ehhf.eu

Edité le 14/08/2017